

N° 609
Semaine du
3 au 9 mai 1973
PRIX : 1,50 F

Informations Ouvrières

L'EMANCIPATION DES TRAVAILLEURS SERA L'ŒUVRE DES TRAVAILLEURS EUX-MEMES

Organe de la Fédération des Comités d'Alliance Ouvrière

Le combat pour les groupes politiques

Mercredi prochain, **Informations Ouvrières** paraîtra à nouveau sur douze pages.

C'est la ténacité, la volonté d'aboutir, l'effort militant patient et régulier qui nous ont permis d'assainir une situation dont nul ne pouvait se satisfaire.

Nous l'avons fait en respectant scrupuleusement, comme nous continuerons de le faire à l'avenir, la discipline que nous nous sommes donnée : assurer l'équilibre rigoureux des recettes et des dépenses. I.O. est ainsi et demeurera l'un des seuls sinon le seul journal ouvrier à être intégralement financé par la vente militante.

La rigueur qui est la nôtre en ce domaine procède d'une profonde conviction : l'avant-garde qui combat pour rassembler dans la lutte de classe les éléments du parti révolutionnaire dirigeant ne peut compter que sur elle-même et sur les ressources de sa classe. Comme nous l'avons toujours rappelé en tête de ce journal, « l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes ». Il ne se trouvera aucun mécène, aucun bureaucrate éclairé, aucun de ceux à qui l'accès aux « grands moyens d'information » assure une apparente notoriété, aucun des grands de ce monde, pour aplanir aux travailleurs la voie de leur émancipation, pour affranchir les révolutionnaires de l'accomplissement des indispensables tâches d'aujourd'hui.

Informations Ouvrières est déjà l'outil d'organisation d'une avant-garde engagée jour après jour dans le combat difficile pour rassembler les éléments de ce qui sera demain le parti de la révolution prolétarienne. **Informations Ouvrières** doit devenir ce qu'il n'est encore que très insuffisamment : le vecteur, le carrefour de multiples expériences au travers desquelles, par milliers, militants ouvriers et jeunes cherchent à se dégager des impasses où les ont enfermés les appareils dirigeants, et à se rassembler dans le combat pour leur classe.

Nous publions par ailleurs le texte diffusé le mercredi 2 mai par nos camarades des usines Peugeot de Saint-Etienne. Quelle que soit l'issue des mouvements de Peugeot et de Renault, ils témoignent, comme le mouvement des lycéens, de la recherche difficile dans laquelle se sont engagées la classe ouvrière et la jeunesse pour généraliser l'énorme expérience accumulée, depuis mai-juin 1968 jusqu'aux élections législatives de mars dernier.

Le patronat, le gouvernement, les appareils dirigeant les organisations ouvrières ont coalescé toutes leurs forces pour, chacun sur le terrain qui est le sien, bloquer ce mouvement avant qu'il n'arrive à son terme.

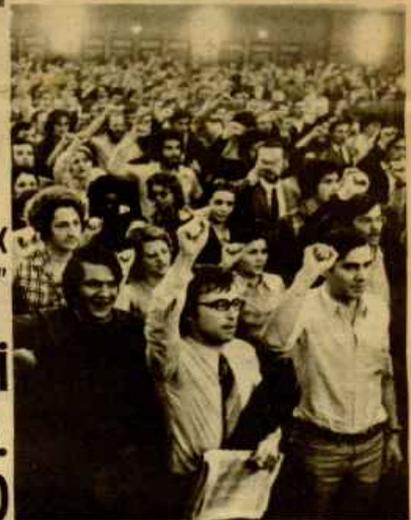
Mais, à vouloir murer toutes les issues, les uns et les autres contribuent à rendre l'explosion inévitable.

L'avant-garde qui se rassemble n'est pas comptable des rythmes et des délais. La classe ouvrière trouvera elle-même la brèche. Seul le moment sera inattendu.

Mais une chose est certaine : de ce qui aura été conquis et organisé d'ici là dépend dans une large mesure ce que sera alors le cours des événements. La progression de I.O., l'acquis positif de la campagne électorale des trotskystes, la réunion nationale convoquée les 26 et 27 mai des groupes politiques qui se constituent avec les militants de l'OCI sont autant de jalons.

C'est le sens du combat pour notre journal. L'effort militant ne doit pas se relâcher.

Le combat pour Informations Ouvrières

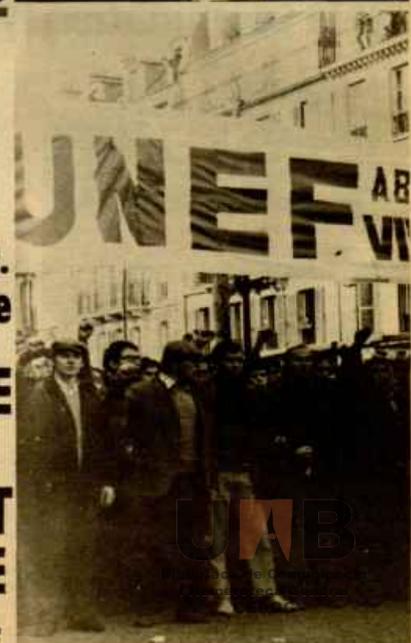


" vers les états généraux
de la jeunesse "

11 mai
MEETING DE L'A.J.S.
mutualité-20 h 30

12-13 mai, à l'initiative de l'U.N.E.F.
rencontre internationale

LE CAPITALISME
CONTRE
L'ENSEIGNEMENT
ET LA CULTURE



Etats Généraux de la Jeunesse : le combat s'engage

La bataille politique pour rassembler tous les jeunes pour les Etats Généraux de la Jeunesse a commencé. Les premiers comités de lycéens et collégiens se mettent en place à Paris comme en province.

Le 13 mai se réunira à Paris la coordination nationale de ces comités, représentés au minimum par deux délégués par comité.

C'est cette coordination qui fixera l'ordre du jour et la date des Assises Nationales. Le meeting parisien du 11 mai constitue pour les cercles de l'AJS-AER-UCL un

premier objectif. Préparé par les cercles de l'AJS, il rassemblera à la Mutualité tous les jeunes qui veulent agir pour les Etats Généraux de la Jeunesse en même temps qu'il affirmera la nécessité du combat pour l'IRJ.

Ce jeudi paraît « JR » n° 35, Samedi 5 mai s'ouvre au Palais de Justice de Paris (17^e Chambre) le procès intenté par Kaspereit à « JR ».

Kaspereit veut condamner « JR » à des millions d'amende. Faisons du mois de mai et du meeting du 11 un mois « JR ».

Première étape, les assises nationales des lycéens et collégiens

Les 7 et 8 avril, 600 délégués des lycéens et CET de Paris et de province se réunissent à l'initiative des cercles lycéens et des cercles CET de l'AJS.

Ils décident pour poursuivre la discussion engagée, y faire participer le plus grand nombre, de convoquer les Assises nationales du mouvement lycéen et collégien.

Pendant cinq semaines, grèves et manifestations se sont succédé pour l'abrogation de la loi Debré et le rétablissement des sursis. 500 000 lycéens et collégiens rejoins par les étudiants ont manifesté, dans toutes les villes de France, des plus petites aux plus grandes. « Je ne comprends pas ce que veulent les jeunes », avait déclaré M. Fontanet. Lycéens et collégiens, étudiants, parents et professeurs l'ont parfaitement compris. L'application de la loi Debré signifiait pour une majorité d'entre nous la sélection avant même l'entrée en faculté. Ce que M. Fontanet n'avait pas « compris », nous sommes des centaines de milliers à l'avoir assimilé et c'est pourquoi nous réclamons l'abrogation de la loi Debré et le rétablissement des sursis. C'est pour cet objectif que nous avons créé dans tous les établissements nos comités, des milliers de comités unis contre le comité pour la loi Debré : le gouvernement [...].

Le mouvement s'est développé nationalement parce que nous l'avons contrôlé, décidant souverainement de l'action en Assemblée générale, élisant nos délégués, informant les travailleurs, les organisations, assurés du soutien de nos parents et de nos enseignants [...].

A chaque fois que le gouvernement a misé sur la division, nous avons répondu



en nous adressant publiquement, clairement, à toute la jeunesse et aux travailleurs. « Ce qu'a créé la lutte commune, c'est la mobilisation de masse. Non, ce n'est pas le retour à mai 68.

Aucune organisation politique, syndicale ou religieuse n'a pu s'approprier le mouvement qui est le nôtre. Seuls nous avons décidé. Nous avons aussi bien accepté l'appui des grands partis quand ils nous étaient favorables qu'écarté ceux dont la position nous paraissait aller vers l'échec », écrit le comité de grève du CET de Colombes.

LYCEENS, COLLEGIENS, CAMARADES

L'Union des cercles lycéens, les cercles AJS des CET ont respecté en tous points les décisions des Assemblées générales et des coordinations.

Avec les lycéens, avec les élèves de CET, nous avons refusé la manifestation de division du 21 mars, comme nous avons refusé de troquer la lutte contre la loi Debré pour le « boycott du contingent » qui aboutissait à abandonner notre objectif.

LYCEENS, COLLEGIENS, CAMARADES

Il faut le dire clairement : malgré notre volonté d'unité, tous les obstacles n'ont pas été surmontés.

Ceux qui avaient voté à l'Assemblée nationale ou s'étaient abstenus sur la loi Debré, les dirigeants du PCF et du PS, se sont retrouvés le 21 mars pour tenter de diviser le mouvement.

Ceux qui ont soutenu la politique d'Union de la gauche — qui entre autres ne prévoyait pas l'abrogation de la loi Debré — comme les dirigeants de la Ligue communiste, n'ont pas hésité le 2 avril à déclarer que la lutte continuait non plus pour l'abrogation de la loi Debré mais pour le « boycott de cette loi dans les casernes ».

Les uns et les autres se sont retrouvés unis le 9 avril pour expulser les lycéens de cette manifestation, pour multiplier les exclusives, les manœuvres, les tergiversations.

LYCEENS, COLLEGIENS, CAMARADES

Nous avons accumulé une expérience importante dans cette bataille. Répétons-le, en contrôlant ce mouvement nous

avons commencé comme les élèves du CET de Colombes, à poser les problèmes, à chercher les solutions.

Les 7 et 8 avril, le débat n'a fait que s'ouvrir sur les problèmes rencontrés. Nombreux sont les militants de l'UNCAL, des JC, des Comités rouge, militants anarchistes, et surtout inorganisés, qui ont développé leur point de vue, défendu leurs idées. Cette confrontation est précieuse, elle est un gage du succès. L'Union des cercles lycéens et des cercles AJS des CET propose à tous les lycéens, à tous les collégiens, qu'ils soient ou non organisés, de poursuivre la discussion sur le bilan du mouvement, les problèmes politiques rencontrés, les perspectives qu'il faut dégager. [...]

L'Union des cercles lycéens, les cercles de CET de l'AJS n'entendent cacher ni leur politique, ni leurs objectifs.

Nous luttons pour changer la vie. Mais ces mots sont tellement utilisés qu'ils sont maintenant fratelés. Nous voulons en préciser le contenu.

La lutte contre la loi Debré est partie intégrante du combat que nous menons pour le socialisme [...].

L'Union des cercles lycéens, les cercles de CET de l'AJS proposent à tous les lycéens et à tous les collégiens de se réunir dans les établissements à la fin des cours, de constituer des comités pour les Assises nationales. Ces comités ne s'opposent évidemment pas aux structures de lutte contre la loi Debré. Ces comités feront ce que Fontanet, Massam, Marcelin veulent interdire : de la politique. En commun, discutons, confrontons les points de vue, établissons le bilan lycéen par lycée, CET par CET, de l'action qui a été menée, des problèmes qui ont surgi, des questions restées en suspens. Nul n'en est exclu.

1^{er} mai : quelle unité ?

Il y a longtemps que la politique des directions du mouvement ouvrier a dénaturé le 1^{er} Mai, journée internationale de lutte des travailleurs en une célébration rituelle ronronnante. Il n'y a là, bien sûr, rien de définitif et, dans un contexte différent, les travailleurs pourront se saisir à nouveau de cette journée et de tout son contenu historique. Les ponts chônés et les conditions météorologiques ne seront pas alors un « obstacle ». Ce n'est que quand il s'agit de célébrer la fête du printemps ou de participer à une kermesse populaire que ces facteurs jouent.

Si ce 1^{er} Mai 1973 devait avoir « une signification particulière », elle a été donnée par la capacité de l'appareil stalinien de faire couvrir tous les mots d'ordre d'une manifestation peu nombreuse par « UNE SEULE SOLUTION : LE PROGRAMME COMMUN ».

Est-ce là le tournant gauchiste de Séguy salué par Lutte Ouvrière (n° 243) ?

C'est une même politique que de désertir la lutte politique en quittant la coordination lycéenne (voir ci-dessous) et de couvrir cette opération de pétards mouillés. « Les cortèges convergeront... (on a effectivement vu un cortège de révolutionnaires pré-

A la coordination lycéenne...

Samedi 28 avril, à Jussieu, la coordination nationale lycéenne est convoquée. Coordination importante puisque chargée de tirer un premier bilan des luttes engagées contre la loi Debré au deuxième trimestre, de tracer les perspectives quant à la poursuite du mouvement, de préparer le 1^{er} Mai.

Après environ une demi-heure de débat, Michel Field, dirigeant de la Ligue Communiste, préfère la scission à la libre discussion démocratique. Il intime l'ordre à ses militants de quitter la salle ; le prétexte : il s'avère que les militants de la Ligue Communiste sont en minorité. Une confusion extrême règne alors dans la coordination.

Les lycéens refusent la scission. Il faut qu'une seule coordination se tienne. C'est pourquoi tous les délégués lycéens présents dans la salle décident de rejoindre l'autre amphithéâtre.

Mais, décidément, la Ligue ne voulait pas entendre parler de démocratie. Un service d'ordre barre la route aux délégués lycéens.

Qui le compose ? Michaloux, Recanat, Filoche, membres du Bureau Politique de la Ligue Communiste. Un étrange dialogue s'engage entre les délégués lycéens et le service d'ordre : « nous voulons entrer », disent les délégués. « Si tu es à l'AJS ou à la JC, ce n'est pas la peine. »

Deux membres du Collectif lycéen régulièrement élus, Marc Rosenblat et Dominique Moraine, ne peuvent entrer. Le critère invoqué par Recanat : ils appartiennent tous les deux à l'AJS. A l'intérieur, tout délégué lycéen qui tente d'intervenir pour dénoncer ce qui se passe au dehors est automatiquement interrompu.

Dans cette caricature de démocratie, la Ligue fait adopter par une coordination normalisée ses propositions : manifestation le 1^{er} Mai à 14 heures à Turgot, lycée qui se trouve à quelques dizaines de mètres de l'endroit où la Ligue appelle à manifester sous ses propres banderoles.

A l'extérieur, les délégués n'ayant pu entrer dans la salle se réunissent et rédigent un communiqué commun dont nous publions les extraits ci-dessous.

cédés par les portraits de Staline piétiner derrière le service d'ordre de la CGT, dans la meilleure tradition)... « Ils illustrent la riposte commune de la classe ouvrière et de la jeunesse aux manœuvres et au chantage du pouvoir. nous devons faire prévaloir l'idée d'un 1^{er} Mai unitaire, de masse et de lutte. » (Rouge, n° 202).

L'UNEF a participé à cette manifestation appelée par toutes les organisations syndicales des travailleurs et enseignants, mais sans semer d'illusions sur le fait qu'en l'état de la maturation politique, les travailleurs et jeunes en lutte pourraient s'en saisir et lui donner un autre contenu que celui que les appareils voulaient lui conserver. Les militants de l'AJS se sont battus dans la coordination lycéenne contre les tentatives de recommencer les actions de division comme la manifestation du 21 mars.

Cautionner une politique démobilisatrice en parant un défilé dominé par le soutien au programme commun de vertus qu'il ne pouvait avoir, participer de l'organisation de la division en appelant à une manifestation « distincte mais convergente » des révolutionnaires, c'est toute la politique de la Ligue Communiste et de Lutte Ouvrière.

... Contre les manipulateurs

(déclaration des délégués de 54 lycées)

Nous condamnons fermement les pratiques de groupes politiques qui mis en minorité préfèrent à la libre discussion la violence.

Un service d'ordre étranger au mouvement lycéen étant intervenu — ayant à sa tête certains dirigeants de la Ligue Communiste — a empêché trois membres du Collectif national d'entrer dans la salle.

Les lycéens en lutte contre la loi Debré qui supprime les sursis condamnant la division opérée par un groupe dirigé par le camarade Field, qui a quitté la salle au moment où les lycéens exigeaient le respect de la démocratie.

Au moment où le pouvoir tente de frapper, nous pensons que l'unité de plus large s'impose.

La majorité des délégués appellent les lycéens à participer massivement à la manifestation unitaire, en pleine indépendance, au coude-à-coude avec les travailleurs et leurs organisations, le 1^{er} Mai Place de l'Hôtel de Ville.

Nous demandons enfin que les prochaines coordinations se tiennent démocratiquement avec deux délégués élus par lycées et la présence des observateurs.

SIGNATAIRES :

Jules-Ferry (Versailles), Hoche (Versailles), Prepa, Epinay, La Celle-Saint-Cloud, 14 lycées de la région de Dijon, Arras, Saint-Denis, Jacques-Decour, Poissy, SN Bati, Lycée technique Aubervilliers, Lycée classique Aubervilliers, Maurice-Ravel, La Rochelle, La Bruyère (Versailles), Hélène-Boucher, Drancy, Sèvres, Pierre-Brossolette (Kremlin-Bicêtre), Jean-Jacques-Rousseau, Buffon, Jules-Ferry (Paris), Claude-Monet (Paris 13^e), CES Gérard-Philippe, Saint-Exupéry (Créteil), Gobelins, Du Castel (Dijon), Chevrollet (Angers), Rodin, Vincent-Arteil (Revel), Victor-Hugo, Lycée de Roubaix, Victor-Hugo (Bagnols), Lycée technique Le Corbusier (Aubervilliers), Aulnay, St-Quentin, Saint-Ouen, Pantin, A-Ghénier (Ivry), Sartrouville, La Courbe, Ca General

CEDOC

Une situation intenable

Il est impossible à Informations Ouvrières de publier cette semaine l'ensemble des articles parvenus sur les problèmes soulevés dans l'Education nationale. Il se dégage cependant une profonde aspiration à la discussion politique chez les enseignants.

Nous entrons dans le troisième trimestre de l'année scolaire où se matérialisent des échéances dont dépend la situation du corps enseignant.

L'interview du camarade Jean-Jacques Marie sur le congrès du SNES a montré que la division organisée par la direction du SNES (affaire Pujol, affaire Boyer) tente de préparer... la mise en place de la réforme du second cycle que Fontanet et Raymond Aron (dans le Figaro) annoncent à grand renfort de déclarations.

Il en est de même, dans le supérieur, où les constantes oscillations de la direction du SNESup sur les DEUG désarment les enseignants alors que de part et d'autre on va vers un inévitable affrontement.

Auxiliaires : ils doivent tous retrouver leur poste

Les citrons pressés

L'administration peut les mettre à la porte du jour au lendemain. Sans préavis ni indemnités.

Elle peut les employer pour une semaine, trois mois ou un an. Elle peut les nommer pour un an et cependant les renvoyer trois semaines plus tard : il suffit que le titulaire sur le poste duquel est nommé un auxiliaire revienne (du service militaire ou d'un poste à l'étranger par exemple) à l'improviste et l'auxiliaire se voit aussitôt remercié. On peut le nommer ou le renommer à n'importe quel point d'une académie. Deux, trois cents kilomètres peuvent séparer son affectation du mois d'octobre de celle de mars.

Un auxiliaire peut ainsi habiter Crèteil et se voir affecté à Troyes, Auchel ou Saint-Amand-Montrond pour six semaines sans la moindre indemnité de déplacement. S'il considère que l'affectation est trop lointaine, lui coûte trop cher et met en cause la poursuite de ses études, et si en conséquence il refuse le poste offert, l'administration ne le considère pas comme chômeur. La direction du syndicat non plus... puisqu'il a refusé un poste généralement offert... On peut enfin, comble d'attention, le nommer sur un poste de professeur de CEG... Il fera vingt et une heures par semaine de cours, à enseigner deux disciplines, pour le même prix que s'il enseignait à dix-huit heures par semaine pour enseigner une discipline...

Ils sont ainsi plus de 20 000 dans l'enseignement du second degré. Chaque année le problème de leur réemploi se trouve posé avec une acuité accrue. En septembre, les queues s'allongent devant les rectorats : des heures durant, candidates et candidats battent le pavé dans l'attente d'un poste.

L'an dernier, Fontanet disposait de près de 3 000 postes ou groupements d'heures supplémentaires. Il aurait même fait de ces 3 000 postes une condition pour prendre la succession de Guichard au Ministère. Ainsi, la demande a-t-elle pu être épongée aux moindres frais. Après que Fontanet ait tenté de les diriger sur l'Agence Nationale de l'Emploi, la grande majorité des chômeurs a pu trouver un poste ou se laisser pousser vers l'enseignement privé.

Cette année c'est fini. La différence entre le nombre de nominations de titulaires prévues et le nombre de postes qui vont être vacants à la rentrée est de QUATRE MILLE environ. Quatre mille en moins... Quatre mille auxiliaires doivent donc valser. Aucun nouveau candidat ne peut non plus, sauf exception, trouver de poste.

D'une diversion...

Situation explosive, d'autant qu'il va y avoir plus de 50 000 candidats aux concours de professeurs pour 9 000 postes. La direction du syndicat a d'abord fait la sourde oreille ou essayé de trouver des dérivatifs particulièrement cyniques : ainsi dans l'académie de Poitiers la fraction stalinienne dirigeante a trouvé une issue pour les maîtres-auxiliaires menacés de chômage : elle réclame qu'ils soient inscrits en priorité sur la liste des Instituteurs-remplaçants et que les M.A. titulaires de la licence puissent s'inscrire dans les centres de formation des professeurs de CEG (ou cycles II des CES) : elle désigne ainsi aux auxiliaires un objectif : la chasse aux postes occupés par des professeurs de CEG ou par des instituteurs et, à travers cela bien sûr, un ennemi : le Syndicat National des Instituteurs qui défend les intérêts de ces derniers.

Tentative de diversion habile peut-être mais qui n'est pas du goût des intéressés : quel travailleur peut accepter de

se battre pour être déclassé ? (trois ou neuf heures DE PLUS et un SALAIRE INFÉRIEUR voilà ce que signifie en effet la perspective offerte aux auxiliaires par les staliniens de Poitiers).

... à l'autre

Les gauchistes ont monté, eux, une autre opération de diversion en deux temps : expliquer que les titulaires sont des privilégiés (et chacun sait que les privilégiés doivent être supprimés) et réclamer en même temps la « titularisation immédiate de tous les auxiliaires en poste et au chômage » en se gardant bien d'indiquer la moindre modalité d'application à cette revendication : titularisation au bout d'une semaine de travail ? d'un mois ? d'un an ? avec quel titre universitaire ? sans titre aucun ? avec quelle modalité ? après inspection ? (mais les gauchistes sont hostiles à l'inspection), après passage d'épreuves pratiques du type de celles des concours de recrutement ? (mais ils sont contre lesdits concours). Sur quel poste ? Sur celui qu'ils occupent (mais lorsqu'ils occupent le poste d'un titulaire au service, en congé, détaché, etc., celui-ci serait alors manifestement lésé)...

Comment déterminer le M.A. au chômage ? celui qui a été une fois employé cette année, ou l'année précédente, celui qui a fait une demande et n'a pas vu cette demande satisfaite, tous les candidats des concours de mai qui sont destinés à être recalés... ?

Ce ne sont pas là de minces problèmes « corporatifs » mais des questions déterminantes à un double titre :

— pour l'unité des auxiliaires et des titulaires sur un problème qui concerne en réalité les uns et les autres car le « statut » des auxiliaires c'est en gros celui que la bourgeoisie et son gouvernement rêvent d'imposer à tous les enseignants, rendus « mobiles » à souhait ;

— pour permettre la mobilisation des uns et des autres et en particulier des auxiliaires sur un objectif dont ils puissent se saisir et qui leur permette de contrôler leur action.

Pour le réemploi... pour les garanties du réemploi

Un objectif immédiat s'impose : ARRACHER LE REEMPLOI L'AN PROCHAIN DE TOUTS LES AUXILIAIRES EN POSTE CETTE ANNEE.

En dehors de cet objectif immédiat, l'objectif général que représente LA PERSPECTIVE DE LA TITULARISATION DE TOUTS LES AUXILIAIRES n'est que du vent. Pour pouvoir titulariser un auxiliaire la première des conditions c'est en effet... qu'il RESTE EN POSTE.

Cet objectif, les auxiliaires, les enseignants de toutes catégories peuvent s'en saisir — et donc contrôler leur mouvement — à tous les échelons. Cet objectif est à la fois national (c'est au syndicat dans son ensemble d'obtenir du ministère qu'il le satisfasse), académique ou rectoral (une section académique du syndicat peut se battre pour l'arracher au niveau de son académie puisque les auxiliaires sont nommés et « gérés » par le rectorat, à ce niveau), et il a un sens au niveau de l'établissement ou d'une localité : les enseignants d'un établissement ou d'une localité peuvent en effet se mobiliser pour exiger et obtenir du rectorat que tous les auxiliaires en postes dans leur CES, leur lycée, leur ville, soient maintenus sur un poste l'an prochain. Ils peuvent, sur ce terrain, obtenir la solidarité des parents d'élèves. C'est une bataille de ce type menée à la rentrée de septembre par des dizaines de sections syndicales qui permet

La loi E. Faure et sa généralisation à tous les niveaux de l'enseignement heurte en effet tout l'héritage légué par le passé, notamment les droits et garanties d'un corps enseignant disposant du statut de la fonction publique. Chaque mesure particulière que Fontanet entend prendre pour avancer dans la réforme gaulliste de l'enseignement voit se dresser des obstacles que le gouvernement doit lever.

Un exemple : toute la réforme de l'enseignement s'appuie sur la volonté de « changer le corps enseignant ». Il s'agit là d'une constante : développement de l'auxiliaire en bloquant toute possibilité de titularisation des auxiliaires, des vacataires, des contractuels ; refus de créer les postes permettant la stagiarisation et la titularisation des instituteurs, menace précise de chômage pour les normaliens...

La volonté de combattre existe chez les enseignants. Les problèmes de « l'action » contre la politique gouvernementale sont des problèmes politiques de même nature que ceux posés par les travailleurs de chez Renault ou les lycéens. C'est ainsi que la tâche de l'heure est de permettre au plus grand nombre d'enseignants de se réunir pour discuter politique sur ces problèmes. Nous ferons état dans « I.O. » des réunions des groupes politiques et des discussions qui s'y sont engagées entre militants combattant dans l'Enseignement.

en effet des créations de postes ou de groupements d'heures supplémentaires et donc l'emploi ou le réemploi de maîtres auxiliaires.

La grève du 15 mai

Nul ne peut dire dès aujourd'hui comment les enseignants et les auxiliaires en particulier vont réagir à la grève du 15 mai décidée par le SNES dans le cadre de la semaine d'action de la FEN (10 au 16 mai) sur l'auxiliaire. Le fait que cette semaine et cette grève se déroulent... pendant les concours de recrutement va-t-il en détourner les auxiliaires qui s'y présentent ou au contraire les pousser à s'en saisir ? Bien malin qui pourrait l'affirmer.

En tout cas, la direction du SNES souffre à la fois le froid et le chaud à propos de cette grève. Elle souffre le chaud en reprenant pour la première fois l'exigence — longtemps dénoncée par elle comme démagogique — d'un poste à la prochaine rentrée pour chaque auxiliaire en fonction et elle souffre le froid en assortissant cette revendication de la formule : « par la création de postes budgétaires en nombre suffisant permettant après l'affectation de nouveaux professeurs titulaires le réemploi de ces M.A. ». Ce qui signifie : il faut obtenir d'abord un collectif budgétaire portant création d'au moins 4 000 postes supplémentaires. Le collectif budgétaire dépend du Parlement.

La grève du 15 mai conçue en ce sens pourrait donc au mieux obtenir du ministère la promesse qu'il proposerait à la discussion et au vote du Parlement un collectif (comportant comme tous les précédents l'attribution de crédits massifs... à l'enseignement confessionnel). Bref elle ne pourrait obtenir aucun résultat immédiat. Elle ne pourrait être qu'un moment dans une « action » permanente, destinée à faire pression sur « l'opinion publique », sur le Parlement. C'est dire que la direction du SNES veut placer cette grève dans le cadre de ses grèves annuelles rituelles de pression sur l'opinion publique et sur le Parlement qui n'ont jamais rien permis d'obtenir.

Ne pas attendre septembre...

En tout cas chacun — et chaque auxiliaire en particulier — a pu tirer des années précédentes une évidente leçon : il ne faut pas attendre septembre. Il ne faut pas attendre la rentrée, les longs cortèges devant les rectorats, l'angoisse de semaines entières à attendre... en sachant cette année que les chances de chaque auxiliaire seraient beaucoup plus restreintes encore que les années passées. Il faut AVANT LES VACANCES SCOLAIRES arracher du ministère, et de ses rectorats la garantie que CHAQUE AUXILIAIRE EN POSTE CETTE ANNEE RETROUVERA UN POSTE DES LA RENTREE DE SEPTEMBRE. C'est sur la lutte pour cette garantie que se fonde toute perspective réelle de créations massives de postes d'enseignants ; à cette lutte est donc étroitement liée la lutte pour l'amélioration des conditions de travail de TOUS les enseignants (et entre autres la possibilité d'obtenir que le nombre maximum d'élèves par classe soit fixé à 25).

Avoir obtenu de la majorité du SNES qu'elle reprenne à son compte la revendication : UN POSTE A LA RENTREE POUR CHAQUE AUXILIAIRE EN FONCTION, c'est un progrès indiscutable.

Elle permet que se dégage une issue positive sur cette question majeure.

Le rassemblement de tous les enseignants du secondaire dans les jours et les semaines qui viennent, dans les établissements, les localités, les académies, comme à l'échelle nationale, est possible sur l'objectif du réemploi des auxiliaires.

Il intègre la bataille pour que le SNES joue son rôle d'organisation syndicale responsable de centraliser et d'unifier ce combat à l'échelle nationale contre le ministère de l'Education Nationale.

Que se passe-t-il dans les écoles normales ?

Samedi 28 avril et dimanche 29 avril s'est tenue une coordination provisoire des Ecoles Normales à laquelle participaient une soixantaine de délégués ou d'observateurs de 36 Ecoles Normales de France, dont Arras, Valence, Le Mans, Amiens, Aurillac, Tulle, Macon, Grenoble, Caen, Perpignan, Dijon, Rodez, Bordeaux, Cahors, Vannes, etc.

UNE SITUATION INACCEPTABLE

En entrant à l'Ecole Normale, le futur instituteur contracte avec l'Etat un engagement décennal qui, d'une part, oblige le normalien à enseigner dix ans dans l'enseignement public et laïque et, d'autre part, contraint le gouvernement à garantir l'emploi et la titularisation du normalien sortant.

Le gouvernement rompt le contrat en ne garantissant pas aux normaliens en dernière année (FP2) un poste pour la prochaine rentrée scolaire. Il s'agit d'une manifestation particulière de la politique héritée du gaullisme qui, de la suppression des classes de baccalauréat dans les Ecoles Normales à la diminution, voire la suppression du recrutement des normaliens, vise à développer un corps enseignant taillable et corvéable à merci, sans garantie d'emploi, comme cela est le cas dans de nombreux pays, notamment aux Etats-Unis devenus le modèle des idéologues de la bourgeoisie en matière d'enseignement.

Quelques chiffres parlent d'eux-mêmes : Arras : 300 normaliens sortants : 0 poste disponible dans le Pas-de-Calais ; Valence : manquent 140 postes ; Le Mans : 100 normaliens sortants : 0 poste dans la Sarthe ; Amiens : 142 normaliens sortants : 33 postes seulement dans la Somme ; Caen : 150 normaliens sortants : 35 postes seulement dans les Calvados ; Dijon : 75 normaliens sortants : 35 postes seulement dans la Côte d'Or ; Perpignan : 54 normaliens sortants : 20 postes dans les Pyrénées orientales ; Rodez : 53 normaliens sortants : 15 postes dont 5 en CAEI (enfance inadaptée) ; Macon : 80 normaliens sortants : 46 remplaçants pour 58 postes.

A Cahors, à Nantes, à Laon, le recrutement des normaliens est supprimé.

Le gouvernement refuse de satisfaire la légitime revendication des instituteurs et des parents d'élèves de 25 élèves par classe et tente d'opposer les remplaçants aux normaliens pour l'obtention d'un poste. D'autre part, dans le cadre de sa politique de sélection des enfants dès le plus jeune âge et de la déqualification du corps enseignant, le gouvernement tente de placer normaliens et remplaçants (pour ceux qui ont un poste) dans les classes de transition-pratique et dans les classes de l'enfance inadaptée.

Les échéances approchent : les normaliens qui se sont mobilisés pour nombre d'entre eux aux côtés de leurs camarades lycéens et étudiants contre les DEUG et la loi Debré, recherchent les voies de leur unité.

L'UNITE D'ACTION POUR DES REVENDICATIONS LEGITIMES

A la coordination provisoire, un texte dégageant les revendications essentielles est soumis à la discussion des Assemblées générales de toutes les Ecoles Normales de France. Démocratiquement, une réunion nationale des délégués de ces Assemblées générales est convoquée pour le samedi 5 et dimanche 6 mai à raison de deux délégués et deux observateurs par Ecole Normale (Jussieu, samedi 5 à 16 heures et dimanche 6 rue d'Ulm).

Il semble que les normaliens réalisent leur unité sur le mot d'ordre : un poste pour tout normalien sortant dans le département (aucun déplacement d'office dans un autre département).

Les normaliens ont également défini leur action en s'appuyant sur la semaine d'action que la FEN organise du 10 au 16 mai sur l'auxiliaire.

Cette bataille est d'importance, car il s'agit de contraindre le gouvernement à respecter « le contrat ». Ce qui est en jeu, c'est la défense des acquis et des droits arrachés dans le passé et pour l'obtention desquels combattent les auxiliaires, vacataires, suppléants.

Le combat particulier des normaliens, que la bourgeoisie ne manquera pas de caractériser comme la défense de « privilèges » revêt une signification politique particulière : interdire au régime la généralisation de l'instituteur mobile, sans droits, sans garantie. Les normaliens sont également forts de la prise de position de l'Assemblée générale du syndicat des Professeurs d'Ecoles Normales déclarant qu'ils sont prêts à l'action sur ces problèmes.

26-27 mai : réunion nationale des délégués

Sollac

premier bilan de la grève

Les militants de l'Alliance Ouvrière de la SOLLAC, la grande aciérie lorraine du groupe Wendel, tirent un premier bilan de la grève qui s'est déroulée dans leur entreprise.

Dès le 21 mars, les écriqueurs, puis les pontiers du TAC décident la grève pour obtenir satisfaction sur :

- 1° Salaire fixe de 2 000 F par mois pour les écriqueurs.
- 2° Classification P1 pour tous les pontiers.
- 3° Suppression des trois jours de carence pour maladie.
- 4° 13° mois complet.

Le 30 mars, les organisations syndicales CGT et CFDT appellent tous les travailleurs de SOLLAC à un meeting d'information. Répondant massivement à cet appel, la grève s'étend à 12 autres services, un millier de travailleurs sont présents au meeting à l'issue duquel ils se dirigent en délégation aux grands bureaux pour être reçus par la direction : 2 délégués syndicaux et 2 grévistes sont reçus. La direction déclare : « Nous n'ouvrons de négociations que lorsque le travail aura repris. » Les dirigeants syndicaux renvoient les travailleurs sur le tas pour élargir le mouvement.

La situation qui se développe à partir d'une telle perspective est très inégale. Au TAC le nombre de grévistes est stationnaire, à l'aciérie transport c'est la reprise du travail, au TAF c'est au contraire des débrayages massifs.

Le 1^{er} avril les syndicats CGT et CFDT télégraphient à M. Dherse, président du groupe Wendel, pour lui demander d'intervenir personnellement dans le conflit afin de dénouer la situation et d'ouvrir rapidement de sérieuses négociations. M. Dherse répond qu'il est prêt à une entrevue à Paris pour examiner les questions posées. D'accord, disent les syndicats, mais il doit s'agir d'une véritable négociation et elle doit avoir lieu à Florange sur la base des points avancés par les travailleurs.

Le même jour les écriqueurs reprennent le travail sans rien avoir obtenu.

À la prise des postes, dans les AG de grévistes on discute pour ou contre la continuation de la grève. La direction de la CGT propose une reprise organisée en maintenant la mobilisation sous d'autres formes qui ne seront pas précisées tandis qu'à la CFDT on propose de continuer et d'élargir sans rien proposer pour élargir.

Les grévistes décident de maintenir leur mouvement. En fait les travailleurs attendent des directives plus précises de leurs organisations syndicales. Ayant décidé de continuer la grève, ils viendront tout au long de la journée du 3, par plusieurs centaines, « aux informations » au local syndical, les conseils syndicaux se tiendront l'un et l'autre en présence d'une centaine de militants et de travailleurs, ces conseils, devant le maintien du mouvement, décident sur proposition de la CGT d'appeler pour le 4 à un grand meeting de popularisation.

Le 4, le meeting se tient avec une nouvelle fois plus d'un millier de travailleurs.

À la surprise générale 2 délégués syndicaux annoncent qu'ils ont eu une

entrevue dans la matinée avec la direction et font état des propositions patronales. La direction promet :

- le 13^e mois serait acquis fin 1974 avec une première étape en juin 1973 ;
- le rattrapage des salaires des horaires se ferait en fonction de l'ancienneté à partir du 1^{er} juillet 1973 ;
- les 3 jours de carence pour maladie seraient supprimés au 1^{er} avril 1973 ;
- les abattements pour fait de grèves seraient atténués de 50 % ;
- une partie des pontiers seraient classés P1. Une autre partie en spéciaux (critère : ancienneté), une retouche de salaire pour tous les autres ;
- en cas de reclassement des écriqueurs : 1 % du salaire par année d'ancienneté s'ajouterait à la garantie fixe ;
- la réduction du temps de travail pour les feux continus ferait partie de l'ordre du jour des négociations.

Sur la base de ces propositions de la direction, les travailleurs sont renvoyés sur les lieux de travail pour que soit organisée la consultation des services concernés.

À la reprise du poste de 21 heures du lendemain, tous les services ont repris le travail (...).

Les propositions de la direction ne peuvent que diviser les travailleurs en lutte. Il s'agit pour elle d'accorder des augmentations inégales sans aucun critère défini dans les propositions. Il s'agit pour elle d'adapter l'obtention du 13^e mois par étapes afin de ne pas bouleverser l'enveloppe de masse salariale que toutes les entreprises définissent préalablement pour assurer les profits aux patrons et aux actionnaires.

Il s'agit pour elle de donner la classification P1 à une partie seulement des pontiers, sans que l'on connaisse les limites de cette partie et les critères qu'elle retiendra.

Elle refuse tout net d'accorder 2 000 F de fixe aux écriqueurs (...).

Malgré la présence massive des travailleurs aux conseils syndicaux venant chercher les directives et discuter des propositions, les organisations syndicales considèrent qu'il n'est toujours pas nécessaire d'appeler à la grève l'ensemble des travailleurs des catégories concernées. Elles en restent à la convocation d'un meeting de popularisation.

Pourtant elles se sont permis, au nom des grévistes, d'aller discuter secrètement avec la direction. Les travailleurs connaîtront au meeting les résultats de cette entrevue : il s'agit de propositions de la direction sans aucune commune mesure avec les revendications posées.

Les travailleurs ont repris le travail, mais conscients que la politique menée par les directions syndicales, chacune à sa manière, a été un obstacle à leur mouvement.

Par les entrevues secrètes, par les meetings « d'information », par les calendriers concertés, on ne peut qu'aboutir à l'impasse.

Mais, conscients que le problème qui reste posé c'est la satisfaction immédiate des revendications, mais, conscients qu'il leur faudra repartir au combat, les travailleurs tireront le bilan de cette grève.

À moins d'un mois de la réunion nationale des délégués des groupes politiques, la discussion est largement ouverte.

Dans les nombreuses feuilles d'entreprise et de quartier qui nous parviennent, elle trouve son point de départ, et c'est bien normal, dans la réflexion sur la signification de la grève Renault et du mouvement des lycéens. Nous nous proposons d'y apporter ici notre propre contribution.

Dans l'un des suppléments d'entreprise à « I.O. », on lit ceci : « On leur a dit (aux travailleurs) : ce sont les élections qui vont tout régler. Après les élections, Pompidou restant en place, il faut donc rechercher à faire aboutir les revendications par d'autres moyens que les élections. Sinon il faudrait attendre 1976 ou 1978. »

Certes, la classe ouvrière n'a pas ressenti le résultat électoral comme son propre échec. Certes, les travailleurs n'attendent pas les nouvelles échéances de 1976 ou 1978. Mais que peut bien signifier : « la recherche d'autres moyens que les élections pour faire aboutir les revendications » ?

Nous n'avons jamais considéré les élections comme un moyen de faire aboutir les revendications. Dans la bataille électorale, nous avons mis en avant la perspective politique du combat pour un gouvernement constitué des seuls partis ouvriers qui, en s'attaquant au capital, pourrait prendre en charge la satisfaction des revendications ouvrières. Ce n'est pas la même chose.

Pour barrer la route à la mobilisation des travailleurs sur le terrain des entreprises, les dirigeants ont subordonné la défense de toutes les revendications à l'improbable succès électoral de leur programme commun et sont ainsi parvenus à différer l'expression de la volonté de la classe ouvrière d'arracher des résultats dans les entreprises.

Sur leur ligne, les appareils dirigeants se sont appuyés sur un sentiment profond, même s'il est encore confus, de la classe ouvrière : c'est au niveau du gouvernement que se concentre la solution possible de tous les problèmes. Le vote de classe pour le PCF et le PS a affirmé la volonté de la classe d'en finir avec le gouvernement du capital.

Les appareils ont affirmé, quant à eux, leur volonté de « garder Pompidou ». de

St-Etienne

pour la grève générale du groupe peugeot

Les camarades Peugeot-Saint-Etienne ont diffusé le texte suivant le mercredi 2 mai au matin.

Depuis le 4 avril, la grève se poursuit sur le cahier des revendications défini par les travailleurs de Peugeot-Saint-Etienne, approuvé par les sections syndicales CGT, FO et CFDT :

- 1 500 F pour 40 heures, hors primes,
- 13° mois,
- retraite à 60 ans avec montant minimum représentant 75 % du salaire,
- 1 heure d'information mensuelle payée, etc.

Par la voix de Charrel, Peugeot refuse de satisfaire les légitimes revendications. Il monte la provocation du commando patronal armé.

Aussitôt, le Front unique des travailleurs et de leurs organisations mobilise 20 000 travailleurs dans la rue.

La classe ouvrière stéphanoise se dresse contre les nervis appointés du capital, couverts par le gouvernement Pompidou-Messmer. C'est au nom de tous les travailleurs qu'elle réagit et chasse les nervis.

L'unité qui s'est réalisée contre les commandos fascistes, n'est-elle pas possible pour les revendications à l'échelle de tout le groupe ?

De nombreux travailleurs de Peugeot à Saint-Etienne pensent que l'unité pour les revendications est possible et se prononcent pour la grève générale de tout le groupe Peugeot.

Tout de suite.

Pourquoi cette obstination dans le refus ?

Parce que la lutte des travailleurs de Peugeot à Saint-Etienne ouvre la voie à la lutte de toutes les usines et les catégories professionnelles du trust Peugeot.

Voilà l'explication de la résistance de Charrel. C'est la même résistance que celle de Dreyfus devant les revendications des 400 OIS des presses et des 7 000 grévistes de Billancourt chez Renault. Cette résistance s'explique aussi parce que Charrel et la direction générale Peugeot sont les porte-parole du gouvernement Pompidou-Messmer, c'est-à-dire de toute la classe capitaliste.

C'est la politique des revenus imposée par le gouvernement Pompidou-Messmer comme par tous les autres gouvernements mis en place depuis 1958 avec de Gaulle qui est ici remise en cause.

La politique des revenus, c'est l'arme du capital et de son Conseil d'administration, le gouvernement. C'est en effet le gouvernement qui décide du montant des salaires en relation avec la volonté d'augmenter la masse des profits au détriment de la masse salariale, en vue de diminuer la part des salaires dans le prix de revient (...).

Ce que les travailleurs de Peugeot combattent, c'est le carcan de la politique de la masse salariale qui enchaîne les travailleurs et leurs organisations au système capitaliste.



Que se passe-t-il, en effet ?

Chacun le comprend : Charrel a reçu l'ordre des patrons de Peugeot, de M. Ceyrac entre autres, chef du CNPF et administrateur de Peugeot, de ne pas négocier sur les revendications qui sont valables pour tout le groupe.

La direction générale compte sur l'usure, la division, l'isolement, mais il suffirait que les organisations syndicales décident la grève de tout le trust pour déjouer les calculs des patrons.

Partout, le patronat cherche à diviser, isoler, user la détermination. Ses manœuvres, ses provocations, son mépris affiché pour les travailleurs n'ont pas d'autre but.

Devant l'unité, il ruse, il biaise, il crée l'incident, il lâche des mercenaires.

Tel est l'enjeu de la grève, valable pour tout le groupe Peugeot :

- Garantie des ressources : — 1 500 F ; 13° mois ; retraite ;
 - Amélioration des conditions de travail.
 - Refus de toute atteinte au droit de grève et, pour Saint-Etienne : — levée des sanctions ; — paiement des heures de grève selon les propositions syndicales.
- Charrel et la direction générale de Peugeot peuvent être amenés à reculer.

Ils peuvent payer. Ils paieront face à l'unité. Grève générale de tout le groupe Peugeot, tout de suite CEDOC

Il n'y a pas d'autre solution.

1^{er} mai 1973.

abonnez-vous

« INFORMATIONS OUVRIÈRES »

ABONNEMENTS

Correspondance		
Rédaction - Administration	1 an (48 n°)	50 F
88 bis, avenue Parmentier	Etranger (1 an)	60 F
PARIS-11°		
C.C.P. 21.831-73 Paris	6 mois (24 n°)	25 F

Versements au C.C.P. I.O. 21.831-73 - Paris

ATTENTION : camarades qui vous abonnez, indiquez avec précision votre numéro de code postal.

des groupes politiques : la discussion est ouverte

ne pas porter atteinte à l'Etat bourgeois et à la propriété privée des moyens de production. Ce faisant, ils ont bloqué le mouvement à gauche de la petite bourgeoisie et permis à Pompidou de conserver une majorité.

Telles sont aujourd'hui les données de l'impasse politique dans laquelle les dirigeants ont enfermé les travailleurs, et d'où ceux-ci cherchent à se dégager.

Recherche difficile, dont témoignent notamment les grèves Renault et Peugeot. Il ne s'agit pas, nul ne s'y trompe, de simples mouvements revendicatifs. L'acharnement de part et d'autre se nourrit de la conscience de ce que des revendications comme le PIF pour les OS des presses et la grille unique ébranlent tout l'édifice de la politique du régime en matière de politique des revenus et des relations de travail.

Les travailleurs sentent que c'est au gouvernement qu'ils se heurtent. Les patrons tendent à fléchir leurs positions pour tenter de différer le choc des secteurs importants de la classe ouvrière avec les sommets du régime. La volonté des travailleurs d'aboutir s'en trouve renforcée, sans cependant qu'ils disposent encore des moyens politiques leur permettant de porter jusqu'à son terme l'affrontement avec le gouvernement.

Telles sont les données d'une situation en mouvement contradictoire, mais dans laquelle les travailleurs mûrissent les conditions politiques des affrontements qui s'annoncent.

Il ne s'agit donc pas de s'interroger en des termes qui ne peuvent recevoir de réponse.

« Comment faire ? » Les travailleurs prennent aujourd'hui le temps de retourner cette question. Ils assimilent à leur rythme les leçons de ces dernières semaines. Ils trouveront eux-mêmes les réponses.

Il n'appartient pas aux groupes politiques, qui ne sont pas le parti révolutionnaire dirigeant de poser des questions auxquelles ils ne peuvent pas apporter de réponse. Leur responsabilité est ailleurs. Ils doivent devenir le cadre d'une avant-garde qui, en participant de la maturation de la conscience, préparera l'issue victorieuse des combats de demain.

Aéroport de Paris

"C'est le combat contre le gouvernement qui se poursuit, s'affine, s'aiguise"

Le groupe politique de l'aéroport de Paris édite depuis avril 1973 un bulletin « Tribune libre de la lutte de classe ». Nous publions ci-dessous des extraits de ce bulletin daté du 23 avril 1973.

Massivement, les travailleuses et les travailleurs de toutes corporations ont voté, les 5 et 12 mars, pour les partis traditionnels de la classe ouvrière. Parti communiste français et parti socialiste, affirmant ainsi leur volonté de changer de gouvernement et de mettre en place un gouvernement qui les représente.

Parce que ces partis ont inscrit leur action dans le cadre du respect de la Constitution réactionnaire de la V^e République, en alliance avec un parti représentant les intérêts des patrons et des banques, le Parti radical dit de gauche, les masses exploitées de la ville et de la campagne (paysans, artisans, professions libérales, etc.) n'ont pas trouvé dans ces partis la volonté de changement à laquelle elles aspiraient et ont cherché ailleurs une issue à leurs problèmes. La majorité pompidolienne a réussi à se maintenir, quoique profondément affaibli. Messmer succède à Messmer.

Les commentaires électoraux disparaissent à peine des journaux que des centaines de milliers de lycéens se mettent en grève et manifestent dans les rues pour l'abrogation de la loi Debré, et obtiennent la démission du Ministre.

Quatre cents OS des presses de chez Renault se mettent en grève, exigeant la qualification PIF.

Sept mille OS de Billancourt exigent le paiement intégral des heures chômées. Le mouvement embrase toutes les usines Renault. Partout, dans la métallurgie, des travailleurs se mettent en grève.

C'EST LE COMBAT CONTRE LE GOUVERNEMENT QUI SE POURSUIT, S'AFFINE, S'AIGUISE.

En exigeant la qualification PIF, les OS des presses ouvrent la voie à la lutte de tous les OS, à la lutte de tous les travailleurs de l'usine pour la grille unique et remettent ainsi en cause la masse salariale, la politique des revenus, toute la politique du gouvernement.

Comme nos camarades de DX.T.T.B. en novembre 1972, qui en revendiquant leur passage en maîtrise, remettaient en cause les grilles de la direction approuvée par le Conseil d'administration, et ouvraient ainsi la voie de la lutte des travailleurs de toutes catégories contre la déqualification.

A tous les niveaux, que ce soit pour les qualifications, les mutations, les conditions de travail, les salaires, ce sont aux représentants du même ennemi, le gouvernement, que les travailleuses et les travailleurs de l'Aéroport de Paris ont à faire face.

La grève de septembre-octobre 1971 l'avait démontré.

La grève des agents de DX.T.T.B de novembre 1972 également.

Parce que les directions des organisations syndicales ont refusé d'engager la lutte contre le gouvernement, la grève de septembre-octobre a été stoppée en plein élan, et celle de DX.T.T.B dénoncée comme aventuriste. Ce refus d'engager, dans les faits, la lutte contre le gouvernement, a amené ces mêmes directions des organisations à signer l'accord sur la sécurité de l'emploi et celui sur les salaires, qui sont autant de barrages à l'action des travailleurs.

Après les lycéens, la grève des OS de chez Renault démontre qu'il est possible de faire reculer le gouvernement.

VIVE LA GREVE DES OS DE CHEZ RENAULT.

Le groupe politique de l'Aéroport de Paris. Le 23-4-1973.

Ce tract a été financé par les travailleurs du groupe politique.

R. A. T. P.

"Les mêmes exigences que ceux de la RNUR"

On trouvera ci-dessous la contribution en date du 25 avril, des militants de la RATP, publiée dans leur supplément « I.O. » n° 21.

Au mois de décembre 1972, la direction de chez Renault et les directions des organisations syndicales de cette entreprise signaient un accord d'entreprise qu'ils qualifiaient de « révolutionnaire ».

Il s'agissait en fait d'un accord qui subordonnait les salaires et la qualification, les conditions de travail à une masse salariale maximum, à la compétitivité de l'entreprise, à l'augmentation de la production.

C'est une des applications de la politique des revenus chère à de Gaulle et poursuivie par Pompidou, dont les accords d'entreprises signés à la RATP, à l'EDF/GDF, à la SNCF, etc., sont d'autres versions.

Les 400 OS des presses des usines Renault de Boulogne-Billancourt en exigent une augmentation de 0,45 F de l'heure, en réclamant que cette augmentation soit intégrée au salaire de base, en combattant pour obtenir la qualification de Pi F ont fait éclater l'accord d'entreprise Renault, fondé sur la « masse salariale ». Ils ont remis en cause la méthode qui consiste à différencier les salaires selon le poste occupé. Ils ont repris le combat déjà engagé en 1971 par les OS de Renault du Mans.

Quatre cents OS sont entrés en lutte et toute la politique salariale pratiquée chez Renault est ébranlée. Pourquoi ? Parce que les 400 OS des presses ont concrétisé ce que veulent les 100 000 travailleurs de la RNUR : une grille de salaire unique, c'est-à-dire : en finir avec les accords basés sur la définition d'une « masse salariale », en finir avec la politique des revenus, en finir avec la manipulation des qualifications.

Les travailleurs de la RATP ont les mêmes exigences que les travailleurs de la RNUR. Ils ont à résoudre des problèmes semblables. Depuis des années, à la RATP aussi, les salaires, la satisfaction des revendications sont subordonnés au carcan de la masse salariale dont la définition dépend de la rationalisation, de la rentabilisation, de la qualification, de la réduction des effectifs, sans oublier la référence à la « PIB ». Par ses luttes, le personnel de la RATP est parvenu à de multiples reprises à disloquer le carcan de la masse salariale sans pour autant le briser définitivement.

Les luttes des travailleurs de chez Renault signifient que toutes les catégories de travailleurs n'acceptent pas la politique salariale du gouvernement que concrétisent les accords d'entreprises basés sur la masse salariale.

Tôt ou tard, à la RATP et dans les autres grandes entreprises, le combat reprendra contre cette politique. Il s'engagera d'autant plus que les OS de Billancourt ont su trouver les formes et les moyens de réaliser ce qu'exigeaient au cours de leur grève d'octobre 71 les conducteurs de la RATP : « Les syndicats aux travailleurs, les permanents à notre service ». Ils ont imposé l'unité et la démocratie ouvrière sans rejeter les organisations syndicales ni leurs dirigeants, mais en les contrôlant démocratiquement par :

— la tenue d'assemblées générales, — en constituant des comités de grève élus dans lesquels les dirigeants des syndicats ont leur place.

Transports routiers

le groupe politique s'organise

Le 7 avril, des travailleurs de différentes entreprises de transport routier se sont réunis. Ils ont publié à l'issue de cette réunion le numéro 1 de leur « I.O. » d'entreprise. Après une première partie où ils décrivent les conditions politiques générales de leur lutte, ces camarades expliquent comment ils construisent le groupe politique.

Mieux que jamais la période des élections législatives de mars 73 est capable de nous montrer quelle volonté profonde anime le patronat des Transports routiers. Tous les travailleurs des transports savent que rien dans cette société n'est facile et que leur corporation connaît bien — trop bien — les heures supplémentaires, les accidents du travail, les primes qui peuvent « sauter ». Eux aussi voudraient bien que les conditions d'existence soient moins dures, que les choses aient un autre sens, que l'avenir soit plus clair (...)

Le 7 avril, conformément à la décision prise lors d'une première réu-



nion ayant eu lieu le 24 février (et où étaient présents neuf travailleurs des Transports), quinze camarades de diverses tendances, politiquement organisés ou inorganisés, se sont réunis afin de poursuivre la discussion entamée à la réunion précédente et de mettre sur pied la sortie du présent bulletin devant résumer l'essentiel de cette réunion.

Etaient représentées les entreprises suivantes : Prost (3), FTD (4), Valron (1), Téléfunken (1), Rouch (1), Moor Genestal (1).

Etaient absents pour différentes raisons : 1 camarade de chez Clamageran, 2 camarades de chez Lesage, 1 camarade de chez FTD.

La réunion fut ouverte par un bref rapport introductif d'un camarade de chez FTD résumant la situation politique du moment (grève des OS de Renault, mouvement des lycéens et des élèves de CET contre la loi Debré...), rapport politique prolongé par un camarade de chez Prost qui rappela que les problèmes soulevés par les luttes en question étaient étroitement liés à la crise que connaît en ce moment le gouvernement Pompidou-Messmer face à la combativité et à la profonde volonté de changement de la classe ouvrière dans son ensemble. Dans la discussion qui suivit

furent posés un certain nombre de problèmes relatifs aux transports et dépassant même largement le cadre strict de cette corporation.

Ainsi furent abordés en cours de discussion l'utilité d'une information pouvant servir de base à une activité politique efficace et mieux organisée, l'importance de notre intervention dans les syndicats et la nécessité de construire des sections syndicales. Il fut discuté des revendications générales à la classe ouvrière ou spécifiques à notre corporation, de l'isolement de certains camarades dans leur entreprise et de la façon d'entamer la discussion avec les tra-

vailleurs, de la vente suivie d'I.O., etc.

Un camarade de chez Téléfunken exprima son désaccord en ce qui concerne la CFDT dans la mesure où son origine, sa politique, et son comportement dans la lutte des classes sont souvent critiqués dans *Informations Ouvrières*, ce qui a fait dire à ce camarade qu'il lui était impossible de vendre I.O. à un travailleur CFDT avec lequel il discute.

D'autres camarades expliquèrent en quoi ce syndicat n'est pas un syndicat ouvrier par les liens étroits qui l'unissent à la hiérarchie catholique, tout en précisant qu'en aucune façon il ne fallait faire l'amalgame entre les travailleurs adhérents à cette centrale et sa direction non-ouvrière (...).

Un certain nombre de propositions furent ensuite soumises à la discussion :

- 1) rédaction et sortie du bulletin en supplément d'I.O. ;
- 2) convocation régulière et suivie des réunions ;
- 3) l'assemblée des délégués des groupes politiques les 26 et 27 mai.

A l'issue de la discussion, quatre camarades se proposèrent pour rédiger et éditer le présent bulletin (à la décision de le faire sortir en supplément d'I.O. ayant été prise en accord avec tous les camarades).

ATTENTION
« I.O. » numéro 610
paraîtra mercredi
9 mai sur 12 pages
au prix de 2 F.

Interview d'une militante S. P. D. du courant "pour une politique socialiste ouvrière"

Le SPD vient de tenir il y a deux semaines son congrès fédéral à Hanovre. Dans une situation de radicalisation de la lutte de classe en Allemagne, alors que les élections ont montré que la classe ouvrière allemande soutient massivement le Parti Socialiste, et que Willy Brandt se cramponne fermement à la politique de coalition avec le parti bourgeois FDP (Parti Libéral Allemand) pour faire échec aux revendications des travailleurs, ce congrès avait une grande importance.

Nous avons demandé à une militante du SPD, qui travaille dans le courant qui avec sa publication «SAP» se bat au sein du SPD pour «une politique socialiste ouvrière», d'analyser pour nous les leçons essentielles de ce congrès.

I.O. — Quelle est pour SAP la signification des débats du congrès de Hanovre ?

SAP. — Le résultat le plus clair du congrès qui vient de se tenir, est que la direction du SPD n'a pas pu réaliser son ambition qui était d'accroître la mutation du Parti dans la ligne du congrès de Bad-Godesberg de 1959. En 1959, le SPD a adopté un programme qui essaye de rayer le caractère historique de parti ouvrier du SPD. On a rayé toute référence même formelle au marxisme et au socialisme. Toute la ligne de la direction se résume dans la tentative de présenter le SPD, comme ce que nous appelons en Allemagne un parti «national», un parti «de société», c'est-à-dire un parti de gouvernement, ayant le sens de l'Etat (de l'Etat bourgeois bien entendu).

Mais, dans une situation de crise aiguë de la société bourgeoise, telle qu'elle se traduit dans la politique des industriels dans la spéculation, dans la crise des institutions, de plus en plus de travailleurs et de militants sentent que la seule solution pour satisfaire leurs revendications c'est le socialisme. C'est le gouvernement ouvrier. Cette radicalisation de la classe ouvrière allemande s'est reflétée dans ses organisations, la centrale syndicale unique, le DGB, et le seul parti de masse de la classe ouvrière, le SPD. C'est ainsi qu'il faut comprendre les mobilisations des travailleurs, tant sur le terrain revendicatif (dans les négociations sur les salaires par exemple) que sur le terrain politique pour la défense du gouvernement Brandt, ou par le vote massif pour le SPD en février dernier.

Mais la contradiction entre cette politique de la direction pour faire du parti socialiste «un parti raisonnable de gouvernement» dans le cadre du système bourgeois et le fait que le Parti Socialiste est le parti de masse de la classe ouvrière et vers lequel les travailleurs se tournent pour exiger une politique correspondant à leurs intérêts, est de plus en plus explosive. C'est cette contradiction qui a été au centre du congrès de Hanovre.

I.O. — Comment s'est traduit ce «coup d'arrêt à la politique de la direction» dont tu parlais ?

Alors que des représentants de la droite du parti comme Heinz Kühn (un des promoteurs de la petite coalition avec les libéraux) déclaraient que la nationalisation des secteurs clés de l'industrie ne serait pas démocratique, Willy Brandt dans sa réponse a été obligé de déclarer que les nationalisations n'étaient pas contradictoires avec la Constitution. De même il a été obligé de reprendre un des thèmes de sa campagne électorale : «Le socialisme, c'est la démocratie la plus concrète, c'est la démocratie jusqu'au bout.»

On est loin du langage de Bad-Godesberg !

Pour les mêmes raisons, Heinz Wehner, qui était vice-président du parti, a dû se livrer à un réquisitoire extrêmement dur contre les industriels «qui, alors qu'ils se présentent comme les meilleurs défenseurs de la société, sont ceux qui mettent cette société en danger par leur intrinsèque et par leurs spéculations.»

Le Frankfurter Allgemeine Zeitung, un des journaux bourgeois les plus représentatifs résumait ainsi les débats du congrès : «La discussion revenait toujours à ceci : transformer le système.»

I.O. — Comment ceci s'est-il concrétisé dans les résultats ?

D'abord, par exemple, dans cette motion «dure» imposée à la direction contre sa volonté, à la spéculation sur les sols et l'habitat, et pour l'interdiction des intermédiaires privés en matière immobilière. Cette revendication était très populaire en Allemagne, et, après que cette motion ait été votée, la presse réactionnaire unanime s'est exclamée : «La voie est ouverte au communisme ! Nous ne pourrions plus vivre dans une société libre !» Ceci est symptomatique de ce qui est à l'ordre du jour aujourd'hui en Allemagne : socialisme ou capitalisme. Ce qui ne veut pas dire bien sûr que cette timide première motion soit le socialisme !

Le recul de la droite et la progression de ce qui est considéré comme la gauche du parti s'est également reflété dans la composition de la direction élue à ce congrès. Un certain nombre de réactionnaires notoires comme Carlo Schmidt n'ont pas été élus, d'autres comme Nau, responsable de l'état lamentable de la presse du parti n'ont été élus que de justesse et après un forçage de la part de Brandt en leur faveur, en revanche les tendances de gauche renforcent leur participation à la direction.



Les travailleurs exigent maintenant que Brandt tienne ses promesses.

I.O. — Le responsable des Jusos par exemple ?

Seulement et ceci n'est pas déterminant. La gauche du parti très forte à Francfort par exemple, avec Kersten Voigt qui est apparu dans ce congrès comme un des dirigeants importants de cette aile gauche en s'affrontant durement avec Brandt, ne se confond pas avec les Jusos, quel que soit le rôle que ceux-ci peuvent jouer dans la radicalisation au sein du parti, par leur jonction, si elle se réalise, avec l'aile gauche.

Mais je profite de cette discussion pour vous dire, camarades, que nous avons trouvé un peu trop généreuse votre analyse des Jusos dans I.O. il y a trois semaines. Leur prise de position pour

le marxisme et pour une politique ouvrière n'a jamais été aussi claire que vous semblez le présenter. Les éléments de confusion, le poids de l'idéologie autogestionnaire comme vous dites, sont très forts chez eux. La publicité qui leur est faite de tous côtés, avec des intentions diverses, tendant à les présenter comme l'opposition officielle, ne cache pas leur fâcheuse tendance à capituler devant la direction. D'ailleurs, dans ce congrès, ils ont été très effacés.

I.O. — Quelles sont dans l'immédiat les perspectives pour continuer votre lutte ?

Le combat que nous menons pour que le SPD applique une politique ouvrière se poursuit dans les entreprises à partir de la mobilisation des travailleurs. Brandt a déclaré au congrès qu'il devait avant tout prendre au sérieux le mandat que les électeurs lui ont donné. L'interprète ce mandat comme le respect de la petite coalition avec les libéraux bour-

geois, il s'en fait un paravent contre les exigences des travailleurs. Nous savons, et les travailleurs savent que ce mandat qui a été donné au SPD peut se résumer ainsi : «que les revendications soient satisfaites, c'est pour cela que nous avons voté SPD». C'est pourquoi nous avançons les mots d'ordre suivants : «Pas de capitulation devant le FDP et la politique bourgeoise qu'il impulse ! Pas de capitulation devant les diktats des industriels ! Augmentation immédiate de 100 DM pour tous pour compenser l'inflation ! Ouverture immédiate de négociations sur les salaires !» (Une fraction très importante de la classe ouvrière considère inacceptables parce qu'insuffisants les accords sur les salaires déjà signés.)

Chili

manœuvres de guerre civile

Climat trouble au Chili à la suite des graves provocations de la droite bourgeoise, qui viennent de coûter la vie à un travailleur de Santiago et qui préparent de toute évidence des assauts encore plus sérieux contre le prolétariat et ses organisations.

Voici quelques semaines, le gouvernement Allende avait présenté un projet de nationalisation de l'école, conformément aux dispositions inscrites dans son programme. Il aura suffi des protestations de la droite, des déclarations du haut clergé et de l'intervention des généraux pour que Allende retire son projet sans amorcer le moindre combat et sans même tenter de mobiliser les masses à ses côtés.

Plus caractéristique encore est l'affaire toute récente de capitulation d'Allende devant le principal organe de la bourgeoisie, le grand journal de Santiago, Mercurio.

Dans un article récent, Mercurio fait dire par Allende à des ouvriers qui venaient d'occuper pendant quelques heures les locaux d'un ministère : «Allez plutôt vous attaquer au "Mercurio".» Sur cette base, Mercurio obtient d'Allende un démenti en règle et le conduit à affirmer, au cours d'une conférence de presse convoquée tout spécialement que «la loi protège la liberté d'expression du "Mercurio", même si ce groupe de presse «est dirigé par un ancien nazi».

Le directeur de Mercurio a volontier reconnu son appartenance an-

cienne au nazisme, mais a surtout pris acte avec satisfaction de la capitulation d'Allende affirmant que le gouvernement lui-même est décidé à protéger le groupe que tous reconnaissent comme l'un des centres de la bourgeoisie chilienne.

La voie ainsi dégagée, les partis et organisations bourgeoises ont alors monté leur offensive.

Tandis que des commandos armés attaquaient sur une échelle sans précédent les locaux du PC et du PS et les domiciles des dirigeants ouvriers, la bourgeoisie mobilisait sa jeunesse et organisait des manifestations de masse aux côtés d'éléments du lumpen-prolétariat.

Une nouvelle fois, la classe ouvrière se levait en masse pour prendre en main sa propre défense. Comme en octobre dernier, elle ne disposait pour ce faire que de ses seules ressources de combativité et d'organisation.

100 000 ouvriers de la banlieue industrielle de Santiago se déclarent en état d'alerte. Partout des groupes d'auto-défense se mettent en place pour assurer la défense des lieux de travail et des quartiers ouvriers.

Le 27 avril, au lendemain des manifestations pro-bourgeoises, le pro-

I.O. — Et à long terme ?

A long terme doit se discuter le programme du parti. Une commission a été désignée pour préparer cette discussion. La maturation politique est longue et confuse, mais elle a commencé. Un processus irréversible, rythmé par la radicalisation de la classe ouvrière, a commencé au sein du SPD, les contradictions s'alignent. Nous qui travaillons avec SAP, devons impulser la discussion pour un programme ouvrier dans le Parti Socialiste.

I.O. — Comment peux-tu conclure tout cela, camarade ?

Je veux raconter un élément tout à fait important de ce congrès et qui sera au centre de la discussion sur le programme ouvrier dans le SPD. En Allemagne on ne peut lutter pour le socialisme sans lutter pour la réunification de l'Allemagne contre la division qui perpétue la soumission de la classe ouvrière aux exploités à l'Ouest, et le pouvoir de ceux qui veulent installer le socialisme tel que l'entendait Staline, par les chars et la répression contre les travailleurs à l'Est. La «politique à l'Est» avec les traités fondamentaux est un des fleurons de la politique étrangère de Brandt. Nous avons expliqué que cette politique s'inscrit en fait dans la politique de la bourgeoisie et de la direction de l'URSS, avec la Conférence européenne de sécurité, politique de maintien du statu-quo qui implique la garantie du capitalisme à l'Ouest et la remise en cause des conquêtes socialistes à l'Est. Et ceci même si les travailleurs dans leur désir de réunification y mettent un autre contenu.

Un fait éclaira singulièrement cette politique. Au congrès régional de Francfort, préparatoire au congrès fédéral, une motion pour la défense des opposants politiques victimes de la répression en Tchécoslovaquie, en URSS, en DDR, etc. avait été votée, pour être présentée au congrès fédéral. Cette motion n'a pas dépassé le stade de la commission des résolutions du congrès fédéral, où Herbert Wehner, ex-vice-président du parti a expliqué qu'il n'était pas question de prendre cette motion en considération, parce que «les dirigeants de l'URSS ont l'oreille fine, et seraient choqués que des motions trotskystes soient votées dans les congrès du SPD.»

Cette politique, qui consiste à assumer la politique contre-révolutionnaire de la bourgeoisie et de la direction stalinienne ne peut qu'aggraver et accélérer la contradiction entre la direction Brandt et la lutte des masses, tant à l'ouest qu'à l'est de l'Allemagne.

Le prolétariat de Santiago manifestait en masse à son tour à l'appel de la centrale syndicale unique, la CUT. Mais la provocation se développe : des tireurs «embusqués» dans les locaux du siège de la démocratie chrétienne ouvrent le feu sur la manifestation ouvrière et tuent un travailleur.

Selon tous les observateurs, la police est d'une passivité totale et laisse les forces de droite évoluer librement.

Quant à l'armée, elle se retranche dans ses casernes, confirmant ainsi le sens du retrait momentané des généraux du gouvernement : elle attend son heure et joue la carte du «désordre» qui lui permettra d'intervenir pour réprimer et instaurer, sans doute avec Allende lui-même, un régime fort.

On se rappellera qu'en février, le général Prats, alors ministre de l'Intérieur avait profité de la campagne électorale pour obtenir le démantèlement des groupes de défense des locaux et partis ouvriers.

La mise à sac des locaux du PC et du PS du centre de Santiago est la conséquence directe de l'acceptation par les dirigeants de l'injonction de Prats. Mais aujourd'hui, les militants en tirent les conséquences : les groupes d'auto-défense doivent être reconstitués et renforcés, le prolétariat et ses organisations ne peuvent compter que sur leurs propres forces. Ils n'ont surtout rien à attendre du gouvernement Allende qui manifeste chaque jour la réalité de ses liens avec la bourgeoisie.

La défense des positions ouvrières et le développement du processus révolutionnaire entraînent la rupture avec le gouvernement bourgeois. Le développement de collaboration de classe avec les pires ennemis du prolétariat.

La question-clé: l'unité des masses juives et arabes

Nous publions ci-dessous la seconde partie de l'interview d'un militant du groupe trotskyste d'Israël «Avant-Garde» (lire «L.O.» n° 608). Nos lecteurs y trouveront une série d'informations précieuses que fait la grande presse sur les développements de la lutte de classe dans ce pays et sur les problèmes de la lutte révolutionnaire au Moyen-Orient. Ajoutons que notre camarade, sur la question de la «Constituante Palestinienne» donne la position de son organisation, membre du Comité d'organisation pour la reconstruction de la IV^e Internationale. Dans ce cadre, la discussion se développe et s'approfondit.

I. O. — Quel bilan les organisations de la résistance palestinienne se réclament de la révolution socialiste tirent-elles aujourd'hui du massacre de septembre 1970 en Jordanie et de la série d'échecs et de défaites qui ont suivi?

— Nous ne nous attarderons pas sur le bilan d'Arafat qui est connu. Après le massacre de septembre 1970, Arafat, qui avait utilisé tous les moyens pour démobiliser les masses, signe la «paix» avec Hussein et se réconcilie avec lui sous l'œil bienveillant de Nasser. Immédiatement après, il dissout les milices organisées dans les camps et désarme méthodiquement les Palestiniens. On a pu lire alors dans la presse que les dépôts d'armes avaient été «malheureusement» pillés par l'armée jordanienne. Tout rentrait dans l'ordre, Arafat jouait son rôle.

Les réactions de deux autres organisations sont plus intéressantes. La première a été celle du Front Démocratique Populaire (FDPLP) de Nayef Hawatmeh. Lors d'une Conférence de presse prononcée à Amman en août 1970, à la veille du massacre, en commun avec Arafat, ce dernier avait déclaré en substance: «J'ai personnellement des divergences avec mon frère Arafat (l'expression est de lui). Je suis socialiste et lui ne l'est pas. Mais à l'étape actuelle, ces divergences sont absolument mineures. Car nous ne sommes pas dans l'étape de la lutte pour le socialisme, mais dans l'étape nationale de la lutte. Ce n'est qu'après l'indépendance nationale que les divergences pourront se développer».

Cette position revenait à une capitulation pure et simple devant la direction du Fatah, devant ceux qui représentent les intérêts de la bourgeoisie palestinienne, lorsque l'on sait qu'avec une logique parfaite, Arafat déclarait ouvertement qu'il ne luttait pas contre le régime de Hussein, ni d'ailleurs contre aucun gouvernement arabe. Cela revenait à servir de couverture «de gauche» à la politique d'Arafat.

Après septembre 1970, une crise a éclaté au sein du FDPLP. Des critiques ont été adressées à la politique menée par sa direction. Certaines tendances ont exigé un bilan. Cependant, la faiblesse de l'avant-garde révolutionnaire au Moyen-Orient a fait que ce bilan n'a pu être mené jusqu'à ses conséquences ultimes. Hawatmeh a dû reconnaître qu'il avait commis des «erreurs», surtout celle de n'avoir pas réellement cherché à mobiliser les masses palestiniennes et jordaniennes contre Hussein. Mais cette conclusion est restée purement verbale, à partir du moment où toute la perspective de l'unité nationale «palestinienne», sous le giron d'Arafat, n'a pas été remise en question, et dans la mesure où la théorie des «étapes», l'une nationale, l'autre socialiste, est restée celle d'Hawatmeh.

La seconde organisation est celle que l'on connaît sous le nom de «Septembre Noir». Elle est issue du Fatah ou plus exactement d'une frange de militants qui ont voulu tirer le bilan de la politique du Fatah avant et pendant septembre 1970. A ce moment, l'un des dirigeants de la branche armée du Fatah, Abou Ali Ayad, qui jouissait d'ailleurs d'une grande popularité parmi les masses palestiniennes, avait rompu avec la direction de son organisation. Refusant la politique liquidatrice d'Arafat, il avait mobilisé et armé les masses, organisant à Amman une milice populaire armée qui comprenait aussi bien des membres des différents organisations palestiniennes que des ouvriers, des paysans et la petite bourgeoisie pauvre de la ville.

L'armée palestinienne avait dû quitter précipitamment la ville pour n'y revenir que fin septembre et y liquider physiquement la résistance des masses armées. «Septembre Noir» est issu de la scission effectuée par Abou Ali Ayad. Mais après la mort de ce dernier, livré par Arafat, sauvagement torturé et assassiné par les hommes de main de Hussein, «Septembre Noir» a complètement dégénéré. Abandonnant tout à fait la perspective de Abou Ali Ayad, celle de la mobilisation commune des masses contre Israël, mais aussi contre les régimes féodo-bourgeois du Moyen-Orient, «Septembre Noir» s'est engagé dans le terrorisme aveugle et dé-

sespéré (comme à Munich) dont les conséquences désastreuses, démobilisatrices et anti-unitaires sont connues. Aujourd'hui il est clair que «Septembre Noir», à cause de son incapacité de tirer un véritable bilan, est revenu dans le giron du Fatah.

I. O. — En janvier-février ont commencé à Haïfa une série de procès d'un prétendu «réseau d'espionnage et de sabotage». Les organisations se réclament de la révolution socialiste, à l'exception du PC, se sont élevés contre ces procès. De quoi s'agit-il?

— Il faut dire tout d'abord que ces procès, qui continuent encore aujourd'hui, ont permis aux forces de répression sionistes d'effectuer un vaste coup de filet. Plus d'une centaine de personnes ont été interrogées et une quarantaine sont inculpées.

Un certain nombre d'inculpés sont accusés d'avoir eu connaissance de l'existence du «réseau» et de ne pas l'avoir dénoncé à la police. D'autres chefs d'inculpation sont plus précis. Ce qui est clair, c'est que sur la base de quelques faits qui paraissent réels, les services israéliens ont fabriqué une affaire policière dont les failles sont néanmoins apparentes. Ainsi le motif d'accusation lancé contre Rami Livne, par exemple (membre de l'Alliance Communiste Révolutionnaire, groupe gauchiste tiers-mondiste) a changé trois fois au cours de l'instruction.

Il faut dire que les quatre procès en cours sont uniquement basés sur les aveux des inculpés dont on sait qu'ils ont été généralement obtenus par la torture. Certains sont accusés pour des motifs purement politiques. Ainsi un jeune Arabe de 18 ans est accusé «d'avoir voulu lutter contre le sionisme». Yehezkel Cohen est ouvertement accusé «d'avoir fait partie d'une organisation (Front rouge, maïste) dont le but était la dictature du prolétariat». Certains sont accusés d'avoir voulu «monter une organisation illégale marxiste-léniniste». Le journal «Avant-Garde» pourtant légal officiellement, trouvé dans la chambre de l'un des six premiers inculpés a été présenté au procès comme pièce à conviction, étant entendu qu'un homme ayant de telles lectures ne pouvait qu'être coupable de lutter contre le régime.

A travers ces procès, la bourgeoisie sioniste recherche deux buts essentiels. Le premier, c'est l'isolement de l'avant-garde marxiste. Il s'agit d'assimiler le marxisme au terrorisme individuel (voir l'inculpation de «sabotage» uniquement basée sur des intentions attribuées aux inculpés) et par ce biais, de déclarer le marxisme hors-la-loi. Il faut savoir qu'en Israël, il n'y a pas de constitution et que toute la machine judiciaire est basée sur les «précédents». Aujourd'hui, «vouloir monter une organisation marxiste-léniniste», «vouloir instaurer la dictature du prolétariat», constitue donc un motif d'inculpation.

Fait significatif: un membre du CC du PC israélien, le Rakah, qui avait menacé de démissionner si le Parti n'abandonnait pas immédiatement sa position capitaliste quant aux procès en cours, a été immédiatement arrêté pour un motif complètement fallacieux. Si la bourgeoisie israélienne cherche à isoler l'avant-garde révolutionnaire et avec elle toutes les organisations qui se basent sur la lutte du prolétariat, c'est parce qu'elle sait que la classe ouvrière israélienne, Juifs et Arabes ensemble, ont engagé la lutte contre elle.

I. O. — Quelles sont les incidences de ces procès sur la lutte de la classe ouvrière?

— Il faut dire que depuis 1970, après le recul provoqué par la guerre de juin 1967, la classe ouvrière israélienne n'a cessé de chercher les moyens de lutter contre sa bourgeoisie. C'est la grève des dockers d'Ashdod, fin 1969, qui avait engagé le mouvement. Depuis, celui-ci, par vagues successives, n'a fait que s'amplifier. De plus en plus, la conscience se fait jour que seule la grève générale pourra enrayer l'inflation galopante et la hausse des prix qui bat tous les records: 40 % en deux ans et demi.

A la fin de 1972, s'est tenue une conférence des «comités ouvriers» (sortes de «shop-stewards» israéliens, indépendants du syndicat-patron étatisé, la Histadrout,

bien que légalement placés sous son administration) et les dirigeants, pourtant vendus à la Histadrout, ont dû décréter un arrêt général de travail de 2 heures pour le 1^{er} janvier 1973. Bien qu'ils aient tout fait pour démobiliser, le mouvement a néanmoins été largement suivi, surtout dans la région de Tel-Aviv. Face aux grèves qui s'amplifient, la bourgeoisie israélienne a fait voter au Parlement des lois anti-grèves (basées sur le modèle des dernières lois du gouvernement conservateur anglais), et Dayan, lors de la grève des employés de l'aéroport de Lod, l'année dernière, n'a pas caché qu'à son avis il fallait faire intervenir l'armée contre les grévistes.

C'est là que l'on perçoit toute l'importance des procès de Haïfa. Ces procès sont l'aboutissement de six ans d'occupation militaire qui ont vu l'appareil répressif de la bourgeoisie israélienne acquérir une puissance jamais connue. Le jour du verdict des six premiers inculpés, le Tribunal du Travail de Haïfa applique pour la première fois les lois anti-grèves contre les grévistes d'une entreprise de Haïfa, décrétant que le «comité ouvrier» n'avait aucun pouvoir pour déclencher une grève, car il ne représentait pas les ouvriers, la Histadrout étant le seul représentant légal des ouvriers israéliens. Bien entendu, la Histadrout avait auparavant refusé son soutien à la grève.

I. O. — Comment le groupe «Avant-Garde» pose-t-il aujourd'hui le problème de la construction du parti révolutionnaire?

Réponse. — Le parti révolutionnaire ne se construira, bien entendu, qu'à travers l'intervention des marxistes dans la lutte de classe. Il s'agit aujourd'hui de dégager pour la classe ouvrière israélienne la perspective qui lui permettra d'obtenir la satisfaction de ses revendications. C'est pourquoi nous mettons en avant le mot d'ordre de «grève générale» qui devrait s'exercer autour de quatre revendications essentielles:

- Indemnité de vie chère pour tous de 200 livres (220 F);
- salaire minimum garanti de 700 livres (800 F);
- échelle mobile des salaires; paiement rétroactif tous les trois mois fixé par les comités ouvriers;
- abrogation des lois anti-grèves.

Il est clair que la grève générale est de plus en plus ressentie par le prolétariat israélien comme l'unique issue à la crise économique qui fait rage. Mais cette issue est aujourd'hui bloquée par l'absence de syndicats indépendants de l'Etat. C'est pourquoi notre intervention au sein des «comités ouvriers» est basée sur la perspective d'une Conférence Nationale des Comités Ouvriers, laquelle poserait obligatoirement, vu son caractère de classe indépendant, la question d'un syndicat. Ce fut déjà le cas en 1962 bien que les sionistes «socialistes» du Mapam, et surtout les staliniens, aient alors trahi l'immense mouvement de classe, intervenant dans les conférences des «comités ouvriers» avec le slogan «Hors de la Histadrout, pas d'issue».

La question de l'unité des masses juives et arabes est la question-clé pour tout développement révolutionnaire en Israël. Malgré l'énorme pression idéologique qu'exerce le sionisme sur la classe ouvrière juive, la question se pose dès que la lutte s'engage. En août 1970, à l'usine Câbles-Jerusalem a été déclenchée une grève avec occupation à la suite de menaces de licenciements. Travailleurs juifs et arabes, ensemble, avaient alors élu un nouveau «comité ouvrier» pour diriger leur grève, comité qui comprenait quinze membres, neuf Juifs et six Arabes selon la proportion même des travailleurs de l'usine.

De même, quand on sait qu'en dehors des ouvriers arabes vivant en Israël, 50 000 ouvriers des territoires occupés

viennent chaque jour travailler dans les usines de la bourgeoisie israélienne, il est évident que chaque fois que le prolétariat juif entreprend un quelconque mouvement de classe, il ne peut pas ne pas poser, même très confusément et à un niveau de conscience très bas, la question de son unité avec les ouvriers arabes qui sont là, présents, dans la même usine, sur la même machine. Et au-delà de son unité avec l'ouvrier arabe, le travailleur juif se voit obligé de donner une réponse au problème palestinien.

C'est dans ce cadre que le groupe «Avant-Garde» pose le problème de l'unité des travailleurs juifs et des masses palestiniennes, avec le mot d'ordre «Réconstituante de Palestine». C'est pour résoudre toutes les questions démocratiques posées par l'oppression nationale des Palestiniens que nous rejetsons ce mot d'ordre en avant.

La question de l'indépendance nationale des Palestiniens, celle du retour des réfugiés, la question agraire (compliquée par le fait que les 9/10 des terres appartenant aux Palestiniens avant 1948 ont été accaparées par la bourgeoisie sioniste), telles sont les questions essentielles qui se posent.

Nous le savons, la révolution socialiste est seule capable de résoudre ces problèmes et c'est pourquoi nous avançons le mot d'ordre de «Fédération socialiste du Moyen-Orient». Mais dans la conscience des masses, ces questions restent d'ordre démocratique-national. De là le mot d'ordre de «Constituante de Palestine», soutenu par l'exigence du retrait inconditionnel des troupes israéliennes des territoires occupés et de l'abrogation des lois d'urgence, est destiné à établir le pont entre l'actuelle conscience des masses et la conscience révolutionnaire.

I. O. — Quels sont les premiers pas réalisés?

Réponse. — Lorsque nous avons fondé notre organisation, en septembre 70, nous n'étions qu'un petit groupe de propagande. Aujourd'hui, nous sommes en mesure d'intervenir, certes encore faiblement, dans la lutte des classes. C'est un secrétaire du comité ouvrier d'une usine textile, politiquement solidaire de nos positions, qui a été à l'initiative d'une réunion de trente-trois comités ouvriers de la région de Tel Aviv, tenue début avril. Nous avons pu y intervenir. Mais, une semaine plus tard, dans une nouvelle réunion, les bureaucrates des comités ouvriers vendus à la Histadrout ont dû précipitamment arrêter la discussion, sentant que le contrôle leur échappait. Face à cette attitude, six comités ouvriers ont pris contact avec nous déclarant que la perspective que nous avançons était correcte.

Aujourd'hui nous commençons à s'organiser dans les entreprises des groupes ouvriers qui, pour arracher les quatre revendications dont j'ai parlé, soutiennent la perspective d'une conférence nationale des «Comités ouvriers» devant décréter la grève générale.

Le travail en direction des jeunes et des travailleurs arabes a un caractère différent, étant donnée la répression féroce qui s'abat sur tous ceux qui cherchent à s'organiser. Cependant, là aussi, nous avons réussi à tisser certains liens et à organiser parmi nous quelques militants. Aux dernières élections à l'Union des Etudiants Arabes de Jerusalem, nous avons présenté deux candidats qui n'ont été battus que grâce à des manœuvres bureaucratiques et après une série de provocations à caractère policier des dirigeants nationalistes et staliniens ligés contre nous.

Je dois enfin signaler que nous avons mis sur pied, il y a de cela un an et demi, une organisation de jeunesse, la «Jeunesse Socialiste Révolutionnaire» qui a, depuis, fait des progrès importants, surtout parmi les jeunes travailleurs.

MILITANTS, SYMPATHISANTS,

VOTRE DEVOIR ET VOTRE INTERET: ACHETER TOUS VOS LIVRES A LA

S. E. L. I. O.

87, rue du Faubourg-Saint-Denis - PARIS 10^e
C.C.P. 31.597-97 LA SOURCE 45

Les commandes province sont honorées par retour.

Dernières parutions et rééditions:		
M. DOMMANGET. — Histoire du 1 ^{er} Mai	.....	23,00 F
K. MARX. — «Grundrisse» (Fondements de la critique de l'économie politique), les 2 volumes	.....	18,00 F
K. MARX. — La question juive	.....	Biblioteca de Comunica 0,00 F
J. FREYSSINET. — Les manuels d'histoire de l'école libre	.....	Emeroteca Geper 27,00 F
J.P. RIOUX. — Révolutionnaires du Front populaire	.....	CEDOC 10,00 F
O. PAXTON. — La France de Vichy	.....	29,00 F

« LE CAPITALISME CONTRE L'ENSEIGNEMENT ET LA CULTURE »

A la veille de la Rencontre Internationale qu'organise l'UNEF à Paris samedi 12 et dimanche 13 mai, nous avons rencontré le camarade Philippe Plantagenest, vice-président international de l'UNEF. Ce dernier a défini pour nos lecteurs la signification que revêt cette rencontre qui concerne également les enseignants et tous les travailleurs de ce pays.

I.O. — L'UNEF organise les 12 et 13 mai à Paris, à la Cité internationale et à la faculté de Dauphine, une rencontre internationale et étudiante. Pourrais-tu nous expliquer l'objet de cette rencontre et quels seront les points essentiels de la discussion ?

Philippe Plantagenest. — Je voudrais, avant de répondre plus précisément à cette question, expliquer les raisons et les principes qui motivent une telle initiative. Sans revenir ici sur nos analyses de la situation des étudiants face aux récentes réformes universitaires et sur les développements de leurs luttes, il est nécessaire de réaffirmer les principes qui ont toujours été les nôtres : solidarité internationaliste avec les étudiants mais plus largement avec l'ensemble des travailleurs, des peuples opprimés, contre l'impérialisme, le colonialisme et la répression.

est parfaitement anti-démocratique et ne joue pas le rôle d'unification des mouvements étudiants qui devrait être le sien. La fraction dirigeante de cette organisation est contrôlée par la bureaucratie du Kremlin qui l'utilise pour sa diplomatie.

Il est clair pour nous que les plus grands obstacles existent dans l'UIE pour qu'elle joue son rôle. Mais nous n'acceptons pas d'en être exclus et nous avons toujours combattu pour défendre notre droit d'y siéger, contre les méthodes anti-démocratiques qui y règnent.

C'est ainsi que notre camarade Nesterenko fut exclu du Comité exécutif de l'UIE qui se tenait l'an dernier à Varsovie, pour ne pas avoir accepté qu'un normalisateur de l'Union des Étudiants Tchécoslovaques prenne la parole en leur nom, pour s'être déclaré solidaire

Dans ce concert auquel participent les dirigeants des pays de l'Europe de l'Est où les étudiants ont de nombreux acquis sociaux et culturels, notre gouvernement est en bonne place. C'est M. Edgar Faure qui a présidé la Commission Internationale de Développement de l'Éducation de l'Unesco.

Un deuxième point sera mis en discussion : le combat pour la défense des libertés démocratiques à l'université.

Il faut bien le reconnaître, l'ensemble des violences exercées par l'impérialisme et ses différents gouvernements bourgeois dépasse de loin la simple réponse à la mobilisation des étudiants, des enseignants qui défendent leur droit à l'enseignement et à la culture. Il s'agit bien souvent d'une véritable méthode de gouvernement qui vise à briser la jeunesse. C'est le cas notamment de la loi Debré en France et d'autres lois similaires ailleurs.

Enfin, le point le plus important de la discussion portera sur le bilan des luttes depuis 1968.

De ce point de vue, nous considérons que ces luttes et leurs bilans dépassent les seuls étudiants et concernent l'ensemble des luttes de la jeunesse. C'est pourquoi nous nous adressons également aux organisations politiques de jeunesse afin que la confrontation la plus large et la plus riche puisse avoir lieu. Sur ce point, il est évident que de très nombreuses théories politiques ont été élaborées par certains avant et depuis 1968. Nous avons des expériences très riches de combats menés en liaison avec

la classe ouvrière et ses organisations et nous pensons que notre pratique peut éclaircir de très nombreux problèmes auxquels sont confrontées les unions étudiantes.

I.O. — Comment avez-vous préparé cette rencontre et où en êtes-vous ?

Philippe Plantagenest. — Nous avons fait parvenir à l'échelle internationale une série de documents, contributions à la discussion, sur les trois points dont j'ai parlé. De nombreuses unions étudiantes et organisations de jeunesse ont déjà fait savoir qu'elles participeraient à cette rencontre ou qu'elles y apporteraient, sous forme de documents, une contribution : Fédération des Étudiants du Pérou, des organisations de Belgique, de Bolivie, d'Allemagne, du Moyen-Orient, d'Afrique noire et d'Amérique latine.

Les documents de l'URUS (Union révolutionnaire universitaire socialiste de Bolivie, de l'UETF (Étudiants turcs en France) ont été publiés.

I.O. — Quel est votre objectif dans cette rencontre ?

Philippe Plantagenest. — Tout d'abord il s'agit bien pour nous d'une rencontre et non d'une conférence, c'est-à-dire que nous la considérons comme le premier pas indispensable pour renouer toutes sortes de liens entre les unions étudiantes et les organisations de jeunesse également. Nous ouvrons très largement la discussion, ceci est indispensable mais nous entendons évidemment aller le plus loin possible dans la définition d'objectifs communs.



Cette solidarité, nous ne l'avons jamais comprise comme un élément formel de notre lutte, mais comme une composante directe de notre combat pour la défense des intérêts matériels et moraux des étudiants.

Il est de plus en plus clair que la situation objective des étudiants (sélection, répression, conditions d'études et de vie) prend des caractères communs à l'échelle internationale. C'est ce qui fonde la tendance de plus en plus marquée des luttes étudiantes à s'unifier à l'échelle internationale, et le grand enthousiasme des étudiants pour cette solidarité internationale.

Notre Union est fière d'avoir été au premier rang du combat pour la défense des étudiants, des militants emprisonnés dans les pays de l'Europe de l'Est. L'UNEF est fière d'avoir participé au mouvement international qui a abouti à la libération de Pachman et à celle du journaliste Ochetto qui avait déclaré, entre autres, que sa libération était due à la mobilisation des étudiants parisiens, notamment de l'UNEF. De même que nous sommes fiers d'avoir participé au large combat qui fit reculer Franco lors du procès de Burgos.

Mais il serait parfaitement faux de situer les luttes étudiantes dans une toile de fond indifférente.

Ce qui est marquant, c'est justement une grande diversité et une grande richesse des expériences et en même temps le peu de connaissances, de contacts réels et directs entre les différentes unions et organisations étudiantes.

C'est cette absence de cadre pour la discussion démocratique et l'organisation effective de la solidarité qui nous a amenés à prendre cette initiative d'une rencontre internationale.

I.O. — Mais il existe depuis longtemps un cadre regroupant internationalement les unions étudiantes, l'Union Internationale des Étudiants. Quelle est donc votre position par rapport à elle ?

Philippe Plantagenest. — Nous sommes membres de l'UIE, mais ce cadre

de Jiri Müller, dirigeant de cette Union lors du printemps de Prague, actuellement en prison. Mais il n'est pas question pour nous d'opposer notre combat dans l'UIE à cette rencontre internationale. C'est ainsi que nous nous sommes adressés à toutes les unions étudiantes comme à l'UIE pour les inviter à participer à cette rencontre.

I.O. — Quels sont les thèmes de discussion que vous proposerez ?

Philippe Plantagenest. — Les thèmes de la discussion seront ceux-là mêmes qui concentrent tous les problèmes auxquels les étudiants sont confrontés.

Il nous paraît primordial d'analyser le contenu des différentes lois de réformes universitaires mises en place par les différents gouvernements. De ce point de vue, nous attachons la plus grande importance au caractère international des attaques contre l'enseignement et la culture que constituent ces réformes. Les différents chefs de gouvernement représentés à l'ONU et à l'Unesco ne se réunissent-ils pas chaque année pour unifier leurs expériences dans ce domaine et « recommander » les meilleurs moyens d'empêcher l'accès de milliers d'étudiants, de lycéens, à l'enseignement supérieur ?

A la conférence de Vienne, en 1971, des ministres de l'Éducation nationale des États européens membres de l'Unesco, une « recommandation » générale précisait :

« Dans de nombreux pays, on n'échappe pas, soit à une régulation quantitative, soit à une sélection plus sévère en cours d'étude. La conférence a souligné l'importance du principe de l'orientation continue... comme un moyen essentiel d'éviter le gaspillage des investissements en réduisant le nombre des échecs ou des abandons en cours d'études. La diversification de l'enseignement supérieur... favorise la substitution du principe de l'orientation des jeunes à celui de leur sélection négative. »

Josef Pavel dirigeant du « printemps de Prague »

Au début du mois d'avril 1973 mourait à Prague Josef Pavel qui fut, du 8 avril 1968 jusqu'à sa démission, le 3 septembre de la même année, ministre de l'Intérieur du « printemps de Prague ».



Durant son court séjour au gouvernement à l'époque de Dubcek, il entreprit l'épuration des services de police, tout à fait incontrôlés du temps de Novotny. Dès septembre 1968, les exigences de la « normalisation » le contraignaient à démissionner. En janvier 1970, J. Pavel était exclu du PCT.

Après sa libération tardive, il ne sera réhabilité que sur le seul plan pénal et discrètement réintégré dans des fonctions de second ordre.

Aux yeux du Kremlin et des normalisateurs, il est rendu « coupable » d'avoir commencé l'épuration de la Sécurité lors du « printemps de Prague ». En août 1968, il est l'une des principales cibles de la presse d'URSS. Les dirigeants du Kremlin exigent une série de démissions significatives et obtiendront rapidement la sienne.

C'est une dépêche de l'AFP qui rapporte sa mort, laquelle serait survenue entre le dimanche 8 et le lundi 9 avril.

On en ignore les causes exactes. En Tchécoslovaquie, le silence est total sur la mort de Josef Pavel. Rien n'a filtré dans le **Rudé Pravo** du 9 au 27 avril. Ce silence concerté de Husak-Bilak et de leurs zélés serviteurs démontre que les normalisateurs ne sont pas prêts à rappeler aux travailleurs et aux militants tchécoslovaques qui fut Josef Pavel.

Né le 18 septembre 1908, cet ouvrier tchèque a adhéré au parti communiste en 1929. En 1932, il est à Moscou, pour trois ans.

Puis il combat, comme Artur London, dans les Brigades internationales durant la révolution espagnole, entre 1936 et 1938, avec le grade de général. Il est interné en France, puis en Afrique. Libéré, il est officier, pendant la guerre (entre 1943 et 1945), dans une unité tchécoslovaque de l'armée rouge, commandant notamment le bataillon Tchapaïev.

En février 1948, il est l'un des chefs des milices populaires. Puis il devient vice-ministre de l'Intérieur chargé de la sécurité d'Etat, de janvier 1949 à avril 1950.

Il est arrêté au début de 1951, au moment des grands procès Slansky, accusé d'être un agent de l'Occident et condamné à 20 ans de réclusion. Il sera libéré en octobre 1955.

Le 27 avril 1968, **Vercerni Praha**, quotidien de Prague, révèle quelques-uns des traitements spéciaux infligés aux détenus de Ruzyně. Ancien détenu avec Artur London, Josef Pavel confirme les accusations lancées contre le tristement célèbre médecin de la prison, le Dr Sommer qui fut l'un de ses tortionnaires : « Il expérimentait sur moi, raconte Pavel, combien de temps il est possible de conserver la vie dans un corps humain en le maintenant entre la vie et la mort ». **SOMMER** était à la veille, le 26 avril. **CEDOC**